

What We Saw in Scandinavia (Read on Page 7)

By GRACE MACINNIS

22e Année — No 48

SAMEDI, 28 NOVEMBRE 1936 — MONTREAL — SATURDAY, NOVEMBER 28, 1936

5 CENTS LE NUMERO

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Lancaster 5361

On nous accuse de communisme

"Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose."

Nous nous adressons, aujourd'hui, à un nommé Edward Smith, lequel est apparemment l'un des chefs du parti communiste canadien et secrétaire de la "Canadian Defence League". Ce monsieur vient de publier, dans le "Winnipeg Free Press", de Winnipeg, une série d'articles sensationnels montrant le communisme sous son vrai jour et reproduisant, en même temps, une liste de journaux se livrant, soi-disant, à la propagande communiste et au nombre desquels serait "Le Monde Ouvrier"!!!

Nos lecteurs ont déjà fait justice de cet odieux mensonge car, loin de faire de la propagande "rouge", nous avons sans relâche combattu cette doctrine extrémiste qui ne nous a jamais dit rien qui vaille. En effet, dès 1919, nous publions, sous la signature de "Socius", une série d'articles intitulés: "Syndicalisme ou bolchevisme, lequel?" qui firent sensation à l'époque. Nous y dénoncions la campagne sournoise des agents communistes au sein des unions ouvrières. Ces articles, qu'on le sache bien, ne furent pas étrangers au mouvement d'expulsion en bloc des membres du Parti communiste parmi le "Travail Organisé". Ces expulsions constituèrent, alors, une purge qui eut pour effet d'éclaircir nos rangs d'un élément social dangereux dont les opinions subversives et les promesses irréalisables — faites à des hommes de bonne foi, mais aigris par les dures batailles de la vie — étaient de nature à compromettre l'intégrité morale et la réputation sans tache des unions ouvrières.

Nos lecteurs savent cela, eux, c'est entendu. Mais le gros public, lui, l'ignore, car nous ne possédons pas, malheureusement, les moyens de l'atteindre, le cadre réduit du "Monde Ouvrier" et son tirage forcément restreint ne le permettant pas. Par contre, nombreux, très nombreux sont ceux qui lisent les articles du "Winnipeg Free Press" ou les autres organes qui reproduisent la publication manitobaine, alors que bien peu de gens, hélas, connaissent notre journal, en savent même le nom. Bien peu se rendent également compte que le "Monde Ouvrier" est le porte-parole attitré du "Travail Organisé" de la province de Québec et qu'il se limite strictement à la défense des principes trade-unionistes et du programme de législation du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Trop de gens n'ayant jamais eu l'occasion de lire nos articles contre le communisme, comment veut-on qu'ils ne soient pas portés à ajouter foi, peu ou prou, aux infâmes calomnies de M. Smith? C'est pourquoi nous avons demandé à la firme Rodier et Rodier, conseillère légale du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal et de la plupart de nos unions ouvrières locales, d'exiger une rétractation complète, absolue, de Stewart Smith, du "Winnipeg Free Press" et des autres journaux qui ont reproduit des textes susceptibles de faire croire que le "Monde Ouvrier" est un journal communiste ou, tout au moins, ayant des sympathies dans cette direction — ce qui est tout à l'opposé des faits constatables — et, à défaut d'obtenir satisfaction sous ce rapport, de procéder à des poursuites judiciaires immédiates.

Incidentement, rappelons qu'un entrefilet de la "Revue des Deux Mondes" d'il y a quelques années citait la même nomenclature de journaux communistes au Canada. Cette liste avait été fournie au confrère français par un Canadien alors de passage à Paris, dit-on. Un de nos hommes publics les plus justement estimés et prématurément décédé l'aurait cité à la Chambre des Communes et cette citation aurait été reproduite par un confrère québécois. Mais sur notre demande, l'homme politique et le journal de la Vieille Capitale se rétractèrent. Et dire que c'est ce même vieux canard, vieux à en puer de décomposition, que ce jeune chef du parti communiste canadien vient de servir de nouveau et sans sauce. Eh bien, à ce canard boiteux nous allons couper les ailes de la façon la plus radicale afin qu'il ne vole plus. Si les articles que cet individu écrit pour le "Winnipeg Free Press" sont du même calibre que celui dont nous avons à nous plaindre et sont aussi mensongers, quant au fond, ils prouvent qu'il y a bien campagne insidieuse menée au Canada pour détruire les véritables journaux ouvriers dans l'opinion publique. Et cette tactique est d'autant plus méprisante que, dans le Québec, l'aveu du communisme équivaut presque au suicide.

"Le Monde Ouvrier" a ses vingt-deux ans révolus. Il n'a point fait fortune, certes, mais il a tout de même vécu et, par le temps qui court, c'est déjà quelque chose. Nous n'avons pu nous maintenir à flot, comme on dit, que par des prodiges de prévoyance et d'économie et grâce au parfait désintéressement personnel de la plupart de nos collaborateurs. Mais nous avons pu, non sans peine, maintenir intacte notre bonne réputation, garder l'estime et le respect non seulement de nos amis et lecteurs, mais aussi — et nous ne craignons pas de l'affirmer hautement — de nos confrères de la presse, même de ceux qui combattent le programme économique que nous avons le devoir de défendre. Nous n'avons cessé de prêcher l'harmonie entre les différentes classes sociales et la bonne entente entre le Capital et le Travail. Nous n'avons pas l'intention, que nous sachions, de permettre au premier fumiste venu de mettre en péril l'existence même du "Monde Ouvrier".

Nous entendons bien, au surplus, maintenir intacte notre ligne de conduite, c'est-à-dire combattre communisme et fascisme, le rouge et le noir, par tous les moyens plausibles. Nous voulons, ce faisant, faire notre quote part pour la défense des institutions démocratiques qui nous paraissent les meilleures.

"LE MONDE OUVRIER".

La Loi du logement.

La loi de modernisation du foyer: a ce bon effet, qu'elle incite les propriétaires à réparer leurs immeubles actuels, satisfaisant ainsi aux demandes des locataires. Les propriétaires soucieux du bien-être des familles qui habitent leurs maisons, voudront entirer davantage.

L'Angleterre n'aura plus de taudis d'ici à cinq ans. Un programme en voie d'exécution est destiné à favoriser 3,000,000 de nouvelles demeures aux ouvriers anglais. Un tel programme devrait être mis en pratique en notre pays. Il relèverait les conditions économiques de la construction.

Choses et autres

Le besoin de la fixation légale d'un salaire minimum à tous les travailleurs du Québec, sans distinction de sexe et d'occupation, s'impose de plus en plus à l'attention des intéressés, s'il faut en juger par les expressions d'opinion qui se manifestent, de plus en plus nombreuses, à cet égard.

Et comme, d'autre part, le gouvernement Duplessis a pratiquement promis d'étendre la loi actuellement en vigueur au sexe dit laid et fort, il est permis d'espérer que cette promesse devienne loi au cours de la prochaine session provinciale.

* * *

On fait grand bruit, dans nos journaux, autour de la nouvelle Constitution soviétique. Elle se caractérise, entre autres choses, par ce fait, énorme à nos yeux, que le parti dit communiste est le seul autorisé. Les auteurs de cette nouvelle charte démocratique disent qu'il n'est point besoin de plusieurs partis politiques là où il ne saurait y avoir de rivalités de classes puisqu'il n'y a qu'une seule classe de citoyens en Russie.

Autre pays, autres moeurs.

* * *

L'alliance entre le Japon, l'Allemagne et l'Italie pour "combattre le danger d'une guerre mondiale" peut à justes titres être envisagé comme la plus vaste fumisterie des temps modernes.

D'autant plus qu'en cas trois pays, le bellicisme est le facteur essentiel du patriotisme et que l'histoire de ces dix dernières années nous confirme dans la croyance que cette triplique est le principal artisan de la prochaine dernière guerre.

* * *

Depuis quelques semaines, des centaines de millions de dollars ont été mis en circulation aux Etats-Unis, par les potentats de l'industrie et du commerce, sous forme de dividendes prématurés, de boni non moins venus avant terme et d'augmentations de salaires tout aussi peu escomptées par les bénéficiaires de cette manne aussi abondante qu'imprévue.

Mais qu'on se rassure. Cette distribution de millions ne constitue ni un fait philanthropique ni l'avant-coureur d'une économie plus humaine chez nos excellents voisins du sud.

Elle est due uniquement à la peur de l'impôt parmi les distributeurs. Rendons donc à César ce qui appartient à César.

* * *

Notre ami Candide Rochefort est de nouveau plongé jusqu'au cou dans la marmite électorale. Mais cette fois, c'est pour la mairie qu'il brigue les suffrages populaires. Le sympathique député de Sainte-Marie ne ferait pas, que nous sachions, plus mauvaise figure qu'un autre sur le fauteuil mairesque. Et puis c'est un des nôtres, un "ouvrier organisé", comme on dit, dûment nanti de sa carte d'unioniste en bonne et due forme. Alors...

Bonne chance, Candide!

* * *

Voilà que nous allons bientôt commencer — si ce n'est déjà fait — à fabriquer des munitions de guerre pour notre nouvelle mère-patrie l'Angleterre. Ce n'est pas de bon augure pour la paix.

Par ailleurs, en Grande-Bretagne, la politique de surarmement à outrance et en vitesse est plus que jamais à l'ordre du jour, par suite des dispositions "pacifisatrices" de l'Allemagne et de l'Italie en Europe, les deux provocateurs de guerre par excellence.

* * *

Il y a, paraît-il, 160,872 Montréalais secourus actuellement par la Commission du Chômage, soit 7,361 personnes de moins que l'an dernier à pareille époque. C'est un progrès, sans doute, mais à cette vitesse, combien d'années faudra-t-il pour réduire à zéro cette formidable armée de chômeurs, un septième de la population métropolitaine?

Poser la question n'est pas y répondre. Il faudra, avant cela, que nos administrateurs: municipaux, provinciaux et fédéraux, "travaillent du chapeau", de la caisse et du coeur pour humaniser notre économie au point où, en hauts lieux, on sentira enfin la nécessité d'anéantir la pauvreté par une équitable redistribution de l'abondance.

* * *

On vient de découvrir, en Chine, des crânes âgés, dit-on, d'un million d'années!

Des gens en ont déjà conclu que nous descendons décidément du singe ou, tout au moins, d'un ancêtre commun à celui-ci et à nous.

D'autres protestent avec non moins d'énergie qu'ils n'ont pas de macaques dans leur arbre généalogique et que c'est les insulter que de les darwiniser sans leur permission.

Ils aimeraient mieux y remonter!

La Ligue de l'étiquette.

Le lendemain vendredi, le 4 décembre une partie de cartes et danse, aura lieu à la salle Auditorium, 375 Ontario ouest. Cet événement est organisé par la ligue de l'étiquette de l'union et cette soirée sera à la fois récréative et éducative pour les ouvriers unionistes et leurs amis qui y assisteront.

* * *

Loge Sainte-Marie.

Le même soir, à la salle des Chevaliers de Colomb, 1190, rue Lamontagne, il sera donné également un euche et bal par

la loge Ste-Marie des Wagonniers de chemins de fer, employés aux usines Angus du Pacifique Canadien. Le bénéfice recueilli de cette fête, sera aussi pour l'organisation d'un arbre de Noël, pour les enfants des membres.

* * *

Mort au fascisme.

Tampa, Florida. — Le président de la Fédération Américaine du Travail, William Green, a déclaré que les ouvriers combattraient le fascisme jusqu'à la mort. Le travail organisé est un rempart contre la dictature.

Installation des officiers de l'union des débardeurs

La nouvelle Union internationale des Débardeurs du port de Montréal est à peine formée que le président de la Fédération des Armateurs, M. A.-W. McCallum, a été avisé par le président général de l'Union internationale, M. J.-P. Ryan, qu'en tout temps l'union était prête à entamer des pourparlers pour négocier un contrat de travail pour le printemps prochain. Cette nouvelle a été annoncée par M. A. Bastien, au cours de l'assemblée d'installation des officiers du local 373, dimanche dernier.

Le premier acte de l'Union des Débardeurs a été d'accorder son appui moral à l'Union des Employés de tavernes, local 200, dans sa demande d'encourager de préférence les places d'affaires qui emploient des commis de bar portant le bouton de l'union.

La séance eut lieu aux quartiers généraux de l'Union des Débardeurs, 406, rue du Champ de Mars, à laquelle assistaient près de 2.000 membres; elle était présidée conjointement par M. A. Bastien, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, et M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail.

Parmi les invités d'honneur, on remarquait MM. James E. Tighe, vice-président général canadien de l'Union internationale, Me Charlemagne Rodier, aviseur légal du Conseil des Métiers et du Travail; Arthur Martel, membre de l'exécutif de la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers; Jos. Bell et Jos. Savard, respectivement président des employés d'élevateurs à grains et des navires de Québec; Arthur Bertrand, représentant le local 1412 des Débardeurs des Trois-Rivières; Marcel Therroux, représentant des Débardeurs de Sorel; Frank Hall, organisateur des manutentiers de fret et des commis de chemins de fer; A. Mireault, N. L'Heureux, Pierre Lefèvre, de l'Union des Charpentiers, local 134; L.-A. Girard et Ben. Drolet, respectivement chroniqueurs ouvriers de *La Presse* et du *Monde Ouvrier*. Des discours furent prononcés par la plupart des personnes précitées. Le mouvement international était encore le meilleur, au dire de tous, pour les

Canadiens, parce qu'on y trouve une vraie démocratie. Des remarques sévères ont été faites contre ceux qui cherchent à diviser les travailleurs à leur profit.

On procéda à l'installation des officiers dans l'ordre suivant: MM. Karl Trolsaas, président; Arthur Gravel, vice-président; Hector Marchand secrétaire-financier de langue française; Bert. Lermont, secrétaire de langue anglaise; J.-M. Shannon, secrétaire-trésorier; Donat Bibeault, agent d'affaires; G. Deschesnes, interprète; Téléphore Brûlé, sergent d'armes; Lucien Morel, guide, MM. A. Bastien et R. Trépanier firent prêter le serment de fidélité à l'Union internationale et à la Fédération Américaine du Travail aux nouveaux officiers.

Me Charlemagne Rodier fut désigné pour remettre au président le maillot, emblème de l'autorité, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. M. Rodier fit l'historique du début de l'Union des Débardeurs, il y a 35 ans, alors que feu G.-S. Warren et son père, J.-A. Rodier, furent les organisateurs. Il rappela qu'en 1907, les salaires n'étaient que de 25 cents de pour le travail de nuit. M. Rodier réclame que le cercle international enseignant la paix, le respect de toutes les races et religions, ainsi que toutes les pensées, cherche par tous les moyens possibles à empêcher les conflits dont nous sommes menacés. Il félicite les débardeurs d'avoir élevé un si beau monument dans lequel aujourd'hui ils sont réunis pour signer le pacte de l'Union internationale. Le président Trolsaas remercie avec émotion M. Rodier des paroles prononcées à son égard; il promit à ses confrères qu'il saura reconnaître la confiance qu'ils lui ont témoignée en le choisissant président de cette importante organisation.

M. R. Trépanier termine la série des discours, en expliquant le début et le pourquoi de cette union et en remerciant de la coopération qu'il a obtenue de tous les débardeurs, afin d'établir sur des bases solides une union qui sera toujours respectée.

CHEZ LES TAVERNIERS

L'organisation en une union solide des employés de tavernes a ses bons effets. On a rapporté, au cours de l'assemblée du local 200, dimanche dernier, à laquelle assistaient plus de 75 personnes, que l'hôtel Lassalle, rue Drummond, dont tout le personnel est unionisé, avait réduit les heures de travail de ses employés, et qui étaient de 14 à 16 heures, à 9 heures par jour. Cette nouvelle a été accueillie avec joie.

M. Nelson Fortier occupait le siège présidentiel, assisté du vice-président O'Connor et des secrétaires Desormiers et Myers. Parmi les invités d'honneur, on remarquait M. Candide Rochefort, député provincial et candidat à la mairie de Montréal; MM. J. J. McDevitt, organisateur de l'Union internationale; Jos. Pelletier et Ben. Drolet, ce dernier chroniqueur du *Monde Ouvrier*.

Encore un grand nombre de nouvelles recrues furent initiées et prêtèrent le serment d'usage.

M. C. Rochefort reçut une sympathique ovation lorsque le président Fortier le présenta à l'assistance. L'orateur recommanda aux employés de tavernes de ne pas attendre après la législature pour avoir des conditions de travail ou augmenter leurs salaires. Faites les préparatifs vous-mêmes, organisez-vous solidement et vous jouirez d'une vie meilleure avec vos familles. Il ne faut pas que vous remettiez au lendemain, dit-il, ce que vous pouvez faire aujourd'hui, car demain, d'après les événements qui se produisent, on n'est pas sûr et certain.

La pièce de résistance a été la brillante étude de l'union ouvrière qu'a faite M. John J. McDevitt, organisateur de l'union. Il démontra une fois de plus la nécessité qu'il y a pour les ouvriers de l'industrie hôtelière de cette ville d'être unis comme un seul homme. Il démontra avec précision et preuves à l'appui que les ouvriers employés dans les tavernes de Montréal, à part quelques exceptions, étaient ceux les moins bien payés du Dominion. Mais, dit-il, les conditions vont bientôt changer, avec le travail d'organisation rapide qui se poursuit. Pour cela, il ne faut pas laisser ceux en qui nous avons mis toute notre confiance le soin de faire tout le travail. Il réclame la coopération de tous et de chacun.

M. Ben. Drolet, chroniqueur du *Monde Ouvrier*, dit quelques mots et fit part de la bonne nouvelle que l'Union des Débardeurs avait accueilli la demande de l'Union des Employés de tavernes, d'accorder l'appui aux employés de tavernes porteurs du

bouton bleu de l'union, lorsque leur sera fournie l'occasion de fréquenter les débits de bière.

Un comité d'organisation a été nommé composé comme suit: MM. Georges Grisé, Harry Baily, Patrick Wells, William D'Arcy, Ovilva Samson, F. Marchand, R. Lajoie, P. Athenes, J. Saunders et Frank Morland.

MM. A. Bernier, P. Wells et J. Saunders ont été élus vérificateurs, lesquels se réuniront dimanche, le 13 décembre, à 1 heure de l'après-midi, avant l'assemblée régulière de ce jour-là.

PROTESTATIONS DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES

Le mode de contrôle d'efficacité a été de nouveau l'objet d'un vif débat, à la réunion du local 249 de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures, vendredi dernier. La salle était trop exigüe pour contenir la nombreuse foule venue expressément pour enregistrer leurs noms dans l'union et pour ensuite exprimer leur vive opposition à l'établissement du système d'efficacité qui est pratiquement en vigueur dans l'industrie de la chaussure de cette ville.

Il y a déjà plusieurs fois que l'union proteste contre ce nouveau mode de contrôle des conditions de travail. Cependant, afin d'obtenir de plus amples informations, une délégation des employés de la fabrique où ce système est en vigueur s'est présentée à l'exécutif de l'union et a fourni tous les renseignements possibles. Comme l'exécutif avait un rapport très important à faire sur le sujet, c'est pourquoi tout l'effectif de l'union s'était rendu pour en prendre connaissance et protester de sa plus forte énergie.

Voici en substance ce que les employés ont rapporté du système dont le *Monde Ouvrier* a déjà eu l'occasion de parler à plusieurs reprises, et cette fois encore, avec des détails nouveaux.

Les employés expliquèrent aux officiers de l'union le fonctionnement du système, lequel est qualifié d'esclavage, parce qu'il oblige l'ouvrier cordonnier à abattre plus d'ouvrage qu'il n'en est capable. On ne serait pas trop défavorable au système tel que conçu, disent-ils, et qui serait apte à satisfaire peut-être les parties intéressées. Mais — il y a toujours un mais — quand il y a un nouveau mode de fabrication à être établi, l'intention est toujours pour qu'il soit profitable à l'employeur, en réduisant le prix payé pour certaines opérations, car sans cela le système n'aurait pas sa raison d'être.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel, President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis Street; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790 — Association Amalgamée des Employés de tramways électriques et de Chauffeurs d'autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway, and Motor Coach Employees of America; Quartiers généraux — Headquarters: 1123, rue Saint-Denis, téléphone: Lancaster 2503. Officiers — Officers: Gérard Gagnon, vice-président international; Gérard Gagnon, président; J. Georges Gagnon, vice-président; J.-A. Philibert Corrivault, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires — Business agent; Alberto Brodeur, trésorier — treasurer; John Alary, secrétaire-correspondant; Wilfrid Latour, sentinelle. Le Local se réunit le deuxième mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES, Local 249. — BOOT AND SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331 Ste-Catherine est, Président, Henri Bolland, 6389, rue St-Laurent; 1er vice-président, Jos. Beaugrand, 1598, Beaudry; 2ème vice-président, R. Ménard, 1777 Montcalm; secrétaire-archiviste et correspondant, Noël Gervais, 2112 Wolfe; agent d'affaires et secrétaire financier, C. McKeerher, 1351, Ste-Catherine est, téléphone Chérier 6511 (privé Cl. 6125); sentinelle, Arsène Leclair, 2289 Delormier. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3ème mercredi de chaque mois à 1331 rue Ste-Catherine est, à 8 heures du soir. Président, Lionel Thibault, 4820 Cartier; secrétaire, Noël Poirier, 4102 rue Bordeaux.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS-MENUISIERIS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT COUNCIL OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Esdras Secours; Vice-président, Ferdinand Doucet; Trésorier, Emery Lanthier; Secrétaire, Pierre Lefèvre; Gardien, L.-G. Bélaïr; Agents d'affaires, Edouard Tossaint et Jack Shears.

Les assemblées sont tenues tous les mercredis soir à 8 heures, au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 10. Téléphone: Lancaster 5754.

LOCAUX AFFILIES

- U. L. 134, s'assemble tous les lundis soir au Monument National, chambre 15.
- U. L. 178, s'assemble le 1er et le 3e Jeudi, au Monument National, chambre 10.
- U. L. 1127, s'assemble tous les lundis soir, au Monument National.
- U. L. 1244, meet the 2nd and 4th Thursday, at Monument National, Room 14.
- U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4630, rue Notre-Dame Ouest.
- U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi, à 159, 1ère Avenue, Lachine.
- U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi, à 1651, rue Létourneau.
- U. L. des MEMBRES ASSOCIES, s'assemble le 2e et le 4e mardi, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS-MENUISIERIS D'AMERIQUE, Local 134. — Président, Ferdinand Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1598, rue Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 19; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6563 Delaunaudière, DO. 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Zénon Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soir de chaque mois au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS-MENUISIERIS D'AMERIQUE, Local 1558 — Maisonneuve. Assemblée le 1er vendredi du mois au No 1651, rue Létourneau, Temple des Buffalo. Président, J.-A. Chamberland, 1526, rue St-Germain; vice-président, Aram Houli, 4596, rue Lafontaine; secrétaire-archiviste, correspondant et financier, Charles Thibault, 2611, rue Bourbonnière; trésorier, J.-W. Corbell, 2444, rue Montsabrè; conducteur, Laurent Durand, 5223, rue Papineau; gardien, Emile Laliberté, 1895, rue Chamblay. Syndics: Aram Houli, P. Massé, O. Proulx, Délégués au Conseil de District: J.-A. Chamberland et Phyllis Massé.

On a réduit le prix accordé auparavant et c'est ce qui oblige l'ouvrier cordonnier à donner un double rendement. D'après les informations des employés de cette manufacture, en s'appuyant sur le système horaire, le patron établit la capacité-heure de tout ouvrier sur une opération au moyen d'un chronomètre qui enregistre même les pertes de temps occasionnées par l'arrêt des machines et les transport des chaussures et le prix minimum pour chaque opération, sur une base de 70 pour cent, s'il veut toucher un salaire. On déclare que l'ouvrier étant apte à accomplir le même travail dans une moyenne de 85 pour cent, — comme c'est absolument impossible, disent les ouvriers — il recevrait, en plus du minimum, un boni variant de 12 à 15 cents. On ajoute plutôt que d'avoir ce système néfaste, les ouvriers auraient préféré subir une réduction de 10 pour cent.

Il va sans dire qu'une discussion acerbe s'éleva contre son introduction. Il est de l'intention de l'Union internationale de protester vivement auprès des autorités compétentes, leur demandant de faire cesser cet état de choses, qui rend l'ouvrier le dernier des esclaves et jusqu'à ce que tous les manufacturiers aient fait disparaître ce système éhonté.

La séance était présidée par le président Henri Bolland et les vice-présidents Jos. Beaugrand et R. Ménard.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Loge Sainte-Marie No 234. — Assemblées régulières 2e et 4e vendredis de chaque mois dans la salle de l'Assistance Publique, rue Laguchetière Est. Président, Henri Massé, 5054, Fabre; Vice-Président, Lionel Therrien, 1607, Sicard; Secrétaire-Archiviste et Correspondant, C. Miron, 5517, 11e Avenue, Rosemont; Secrétaire-Financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delormier, Chambre 7; Secrétaire-Trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; Guides: E. Deniger et O. Côté; Sentinelle, Alf. Berthiaume; Maître de cérémonies, J.-P. Lefebvre, 4564, Garnier; Gardien, Hector Dubuc. Comité local de protection: H. Vaillancourt, Président, 2094, Rouen, T61, Frontenac 5560; Secrétaire, Geo. Gauthier, 5468, 12e Avenue, Rosemont, Clairval 1314 C. Miron, 5517, 11e Avenue, Rosemont, Clairval 6220; H.-J. Limoges, 3973, Ste-Catherine Est, AMherst 0471; Jos. Gour, 4539, Delormier, AMherst 9177; Alfred Gauthier, 2105, Prefontaine, FAikirk 1562. Auditeurs: E. Deniger, 2402 Chapleau; D. Laporte, 2020 Valois; Donat Roy, 4602 rue Cartier.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Walter Forrest, Vice-President, Charles Arpin; Recording Secretary, A. F. Ricard; Secretary Treasurer, James Phillip, Room 405, 405 Craig Street West. Executive: John Moore, Alfred Quéry and J. A. Ricard. Auditors: John Kelly. Telephone: Marquette 7489. E. Petit, A. Langevin. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455 — de Montréal. S'assemble le troisième mardi de chaque mois, au bureau de l'union, 254, Sainte-Catherine Est, chambre 11. Président, Bruno Roy; secrétaire-archiviste, Ernest Audet, 1252 Beury; secrétaire trésorier et agent d'affaires, Frank Giroux, 254, Ste-Catherine Est, chambre 11. Heures de bureau: APRES-MIDIS, mercredi de 2.30 à 4.00, vendredi de 2.30 à 2.45. SOIRS, les mardis et ceux du premier et du dernier de chaque mois, de 7.30 à 8.30. Samedis, le bureau est fermé.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145 — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président: J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3800; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, rue Dorion, téléphone: AMherst 7031.

UNION DES RELIEURS, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'union, 7, rue Craig Est, à 6 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Georges Vallières, 7, rue Craig Est, téléphone: Lancaster 2726.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 406 — Telephone: Plateau 5200. Stewart Dunlop, Président; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56. — Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, Président; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: Lancaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262. — P. J. Ryan, Président; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1200 University St. Telephone: Plateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Thomas Robertson, Président, 3541 Van Horne Avenue; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 405 — 455 Craig Street West. Business hours: 9.00 a.m. to 5.00 p.m. Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m. Telephone: Marquette 7489.

FRATERNITE DES PEINTRES, DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349. — Assemblées 2e et 4e lundis au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, J.-E. St-Laurent, 9650, rue Notre-Dame Est; vice-président, N. Martel, 1846, rue Cartier; secrétaire-correspondant, A. Gauthier, 1155, rue Beaudry; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585, boulevard Gouin; trésorier, L.-P. Bois-selle, 4651, rue Delormier; conducteur, Jos. Renaud; gardien, Jules Boulet, 1465, rue Champlain; auditeurs: A. Boisneau, 4621, rue Colonial, E. Desève, 6631, rue Saint-Dominique, Jos. Chartrand.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL. — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Assistant Surintendant Général

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est, Plateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU": 95, rue Notre-Dame Est, Plateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent, CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley, Plateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry, Chérier 3118

FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent, Dollard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

OPINIONS.

Voici l'hiver...

Déjà ceux d'entre nos débardeurs qui ont pu travailler depuis l'ouverture de la navigation — ce n'est pas la majorité, paraît-il — s'apprennent à rejouer leur rôle monotone et quelque peu lugubre, de chômeurs saisonniers. A supposer qu'ils aient pu, tant que le port a été libre, gagner assez d'argent pour vivre durant la "belle saison" et s'être mis de côté une "poire pour la soif", si l'on peut dire, ou du "pain sur la planche", ce qui est plus près de la réalité, ces débardeurs et leur famille pourront peut-être attendre la saison prochaine sans se voir contraints de passer sous les fourches caudines de la Commission du Chômage. Mais les autres débardeurs, ceux qui n'ont pu s'employer à charger et décharger les océaniques, ceux qui ont dû se contenter de "regarder" travailler leurs camarades sans être appelés eux-mêmes à se dégourdir les bras et participer à rehausser notre "balance commerciale" de leur effort quotidien, ceux-là, comment vont-ils passer l'hiver? Apparemment, la plupart d'entre eux sont demeurés "secourus" et le seront encore longtemps, selon toutes probabilités.

Il en est de même des quelques milliers de chômeurs auxquels les autorités viennent de donner de l'emploi quelques mois durant, pour les soustraire à la triste obligation de la charité officielle, mais surtout pour leur faire gagner, par un labeur d'utilité publique, ce que leur aurait donné la Commission à ne rien faire, peut-être un peu plus. Mais ces travaux vont bientôt cesser quand l'hiver sera solidement installé parmi nous et ces chômeurs d'hier vont redevenir les chômeurs de demain.

"Voici venir l'hiver et son triste cortège", a dit le poète. Depuis quelque six ans, ce cortège est non seulement triste, mais lugubre, voire tragique. Quand on pense que dans un pays riche comme le nôtre, il y a tant de gens qui vivent misérablement, on est porté à se demander s'il y a une justice autour de nous et si la liberté dont nous "jouissons" n'est pas plutôt la liberté d'organiser la misère dans l'abondance et de stabiliser conjointement la pauvreté parmi la majorité et l'opulence parmi la minorité. Cette liberté, qui se fonde sur l'insécurité économique du plus grand nombre, est-elle vraiment désirable? Il est permis d'en douter.

Qu'on le sache bien, le chômage intensif que nous subissons a été voulu, prémédité et précipité, aussi bien au Canada qu'ailleurs, par une minorité d'affairistes puissants et épouvantés par la perspective d'encaisser moins de bénéfices qu'auparavant ou de n'en pas avoir du tout. Ces seigneurs de l'économie moderne: grands propriétaires terriens, magnats industriels et commerciaux, banquiers et courtiers, commanditaires attitrés des caisses électorales, tous ces féodaux nouveau genre qui ont abusé de leur liberté aux dépens de la masse populaire, parlent aujourd'hui pourtant de restreindre les libertés populaires pour préserver leurs privilèges. Et ce qui est le plus malheureux dans tout ceci, c'est de voir un tas de braves gens embrasser, par ignorance, la politique communiste, fasciste, naziste ou impérialiste tracassière et anti-démocratique l'une autant que l'autre, qui mène au chaos économique dont ils croient pouvoir sortir par une guerre "purificatrice" tout simplement parce que des démagogues aux mains ensanglantées le leur auront fait croire!

PIERRE DESMARAIS.

LES DINDONS CANADIENS POUR LE MARCHÉ ANGLAIS

Pour information à nos lecteurs nous publions ce qui suit du département de l'agriculture, Ottawa Canada.

On prévoit actuellement qu'il s'expédiera près de 1,000,000 de livres de dindons canadiens sur les Iles britanniques pour le commerce de Noël en 1936, et que la plupart de ces dindons seront fournis par les Trois Provinces des Prairies — Manitoba, Saskatchewan et Alberta.

La première expédition de dindons canadiens sur le marché anglais pour le commerce de Noël, a eu lieu en 1932; plus de 1,000,000 de livres de dindons qui avaient été refroidis ou gelés se sont vendus rapidement car on leur reconnaissait une qualité et un goût spéciaux. Tous les dindons exportés du Canada sont classés, emballés et inspectés avant l'expédition sur la base des types modèles du Gouvernement fédéral.

L'élevage du dindon est devenu en ces dernières années une industrie de grande envergure au Canada. Le Manitoba fournira, croit-on, le plus gros des expéditions d'exportation cette saison. Tous les dindons destinés à l'exportation seront refroidis et gelés.

Cet élevage a pris un grand développement dans l'Ouest du Canada en ces dernières années, et il a fait aussi des progrès importants dans l'Est du Canada, et spécialement dans l'Ontario et le Québec, où l'incubation et l'élevage artificiels se font sur une assez grande échelle. Cependant, le plus gros de la production vient des cultivateurs s'occupant de culture mixte et qui élèvent des troupeaux relativement peu nombreux.

SUCCES ECLATANT DANS LA CONFECTION DE LA ROBE

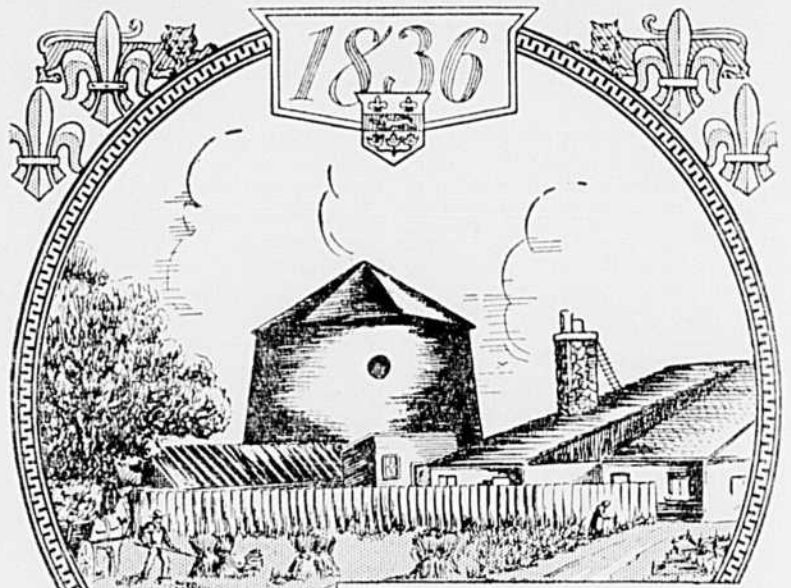
Près de quatre cent personnes employées dans la confection de la robe et du manteau, assistaient mercredi à l'assemblée récréative et à la fois éducative, ouvrières en confection de vêtements de du local 112, de l'union internationale des dames. La soirée qui est la deuxième de ce genre, eut lieu aux quartiers généraux de l'union 395 Ste-Catherine est — sous la présidence d'honneur du président du Conseil des métiers et du travail, M. Raoul Trépanier et Mme Trépanier. On remarquait parmi les invités, autre M.

Trépanier, MM. Albert Roy, vice-président général de l'union des ouvrières en fourrures, J.-E. Moisan, président de la ligue de l'étiquette de l'union, Jos Pelletier, inspecteur du comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie, Georges Lefebvre, maître-imprimeur, H. Desrochers, président du local 112, Eupège Boudrias, ancien président du local 112, J.-A.-E. Pin, chroniqueur ouvrier de l'"Illustration Nouvelle", Ben Drolet, chroniqueur du "Monde Ouvrier", Bernard Shane et Mlle Rose Pesota, organisateurs de l'union internationale, Albert Bourgeois, R. Robitaille, maître de cérémonies. Les principaux orateurs furent M. B. Shane, Mlle Rose Pesota et M. Raoul Trépanier, ce dernier insista sur le besoin de l'union ouvrière pour les ouvrières de la confection. Si ce n'était la crainte que vous ayez de vos patrons, dit-il, vous seriez au moins 80 pour cent organisés. Vos conditions de travail, vos heures et vos salaires seraient des plus améliorés, en comparaison avec celles, qui existent présentement dans les ateliers de la confection. A titre de président du Conseil il assure tout l'appui moral du travail organisé que les ouvrières de la confection peuvent désirer. Il appuya sur le fait que le mouvement international est anti-communiste et que le salut de l'ouvrière réside dans l'union internationale.

Un télégramme de Québec reçu de M. Candide Rochefort, M.P.P., exprimant ses regrets de ne pas être présent à souhaiter plein succès aux travailleuses Saluts praternels aux membres du local 112. Deux pièces d'une comédie déopilante intitulées (Nanette veut fêter la Ste-Catherine) et la Maîtresse d'école, par la troupe Ed. Moreau, ont déclenché un fou rire. Une chansonnette, au titre il faut être de l'union a été parfaitement rendue par la troupe et très fort appréciée. Des rafraîchissements furent servis ainsi que la traditionnelle tîre de la Sainte-Catherine. Une danse s'en est suivie jusqu'aux petites heures.

Amusements sociaux.

La prochaine soirée récréative sera donnée jeudi le 3 décembre, par l'union des pressiers et assistants, local 52. Le bénéfice de cette soirée sera affecté à l'érection d'un arbre de Noël, pour les enfants des membres de l'union. Cette soirée d'amateurs aura lieu à l'Assistance publique.



LA TOUR MARTELLO

Savez-vous que...?

... la Tour Martello de Québec est un point de repère des temps passés... que le gin de Kuyper, avec sa réelle saveur de Hollande, est resté un symbole de pureté et d'excellence et, depuis plus de cent ans, la boisson favorite des réunions canadiennes.



Nouveaux et commodes flacons PLATS

40\$ 265 ONCES,

26\$ 190 ONCES,

10 ONCES, 85¢

Cette Réelle Saveur de Hollande

GIN de Kuyper

EN VENTE AU CANADA DEPUIS PLUS DE 100 ANS

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam Hollande—Maison fondée en 1695. 174F

CHEZ LES DAMES AUXILIAIRES DES CHARPENTIERIS, LOCAL 52

On nous prie d'annoncer que la nomination pour les officiers payés du Conseil de District des charpentiers et menuisiers, commencera le 30 novembre, par les locaux 134 et 1127 — le local 178 le 3 décembre, le local 1558 le 4 décembre, les locaux 1360 St-Henri et 1375 de Lachine le 7 décembre. Le vote général des membres des locaux précités, aura lieu le 14 décembre.

Les dames auxiliaires de la Fraternité Unie des charpentiers et menuisiers, local 52, donnera une soirée récréative et dansante et une partie de Bingo, vendredi le 4 décembre à la Salle Peter, 6965,

rue St-Denis, au profit des oeuvres sociales de la loge. Cette soirée sera sous la présidence conjointe de Mesdames Edouard Larose et Oscar Demontigny. Les organisatrices comptent sur l'encouragement des membres des locaux des charpentiers menuisiers.

AVIS DE DEMANDE DE DIVORCE

Avis est donné par les présentes que Ruth Jessica Kimpton Shiells, Montréal, Québec, épouse de Alexander James Shiells, de la dite cité, s'adressera au parlement du Canada, à sa prochaine session, afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son mari, Alexander James Shiells, commis, de la dite cité de Montréal, pour cause d'adultère.

Montréal, le 20 novembre 1936.

Gordon M. Webster, 47-51 Procureur de la requérante.

La coopération indispensable

Une ferme et généreuse coopération entre le comité conjoint et les deux parties adhérant à une entente pour l'extension juridique d'un contrat de travail, telle est la condition essentielle pour le bon fonctionnement de cette loi.

L'employeur consciencieux réalise qu'il va de son intérêt que la loi soit strictement observée et il se fait un devoir de signaler, au comité conjoint, toutes les infractions.

L'ouvrier compétent, d'autre part, doit lui aussi coopérer avec le comité conjoint en se procurant le certificat de compétence, en exigeant les salaires légaux et en renseignant le comité sur les traitements injustes qu'on lui a fait subir.

Mais cette loi destinée à améliorer le sort de l'ouvrier, ne doit pas intéresser seulement l'employeur et l'employé. Chacun doit apporter son appui à l'extension juridique des contrats de travail, puisque la classe ouvrière est en somme le baromètre des affaires du pays, en général. Lorsque l'ouvrier chôme, le reste du pays est dans le marasme, lorsqu'il est prospère, l'activité renaît dans toutes les parties du pays.

Cet article est publié par le

Comité Conjoint des Métiers de la Construction

PLateau 9616

617 édifice New Birks, Montréal

A Veteran Municipal Legislator

Alderman Joseph Schubert Merits Election by Acclamation and Inclusion in the Executive Committee. A Staunch and Determined Fighter for the Rights of Labor.

No member of the City Council has laboured as earnestly in seeking to promote the welfare of the workers as that veteran municipal legislator, Alderman Joseph Schubert. If any one deserves appreciation in the form of election by acclamation, he certainly merits it.

He has been a consistent upholder of labour's ideals. He has fought for the workers on every occasion. He has spent himself freely in their behalf. He has shown a courage and independence that might well be emulated by his colleagues in the Council. Notwithstanding attacks or criticism, he held true to his course.



He is regarded as one of the best informed labour men in the Dominion, and is respected by even those who do not share his views. Although possessing advanced views in connection with economic and social problems, what is somewhat singular, and all the more to his credit is, that both Communists and Fascists attack him because they dislike his frankness and frequent expression of practical views in dealing with current problems.

If there were more Joe Schubert in our legislative bodies we would have made considerably more progress than we have. He belongs to the little band of determined and aggressive exponents of modern economic views who labour unceasingly to promote the welfare of their fellow men.

In a City as cosmopolitan as Montreal he is held in high esteem by those of different races and religious affiliations. He will fight as enthusiastically for a fellow worker of French Canadian origin as he does for those who belong to the minorities. The service he has rendered in the past entitles him to consideration at the hands of his colleagues. Election by acclamation should be followed by membership in the Executive Committee.

Throughout the whole of his municipal career no one has ever dared say a word to his detriment. *His reputation as an honest and public-spirited citizen has grown with the years.*

It is believed that if it was made manifest to those who think of opposing his candidature that electors in his ward were overwhelmingly in his favour they would not run the risk of losing their deposits.

ARMS CONTROL URGED

Munitions concerns should be converted into public utility companies, the British royal commission on munitions stated last month in its report to the government. The report took a stand against nationalization of the British arms industry.

The commission stated that greater control of private enterprise may be necessary, and so suggested that the munitions-making concerns should be converted into public utility companies. A government minister would be appointed to supervise all contracts issued by private firms for purpose of giving the public confidence in them.

Under the existing system export of arms is permissible only under government license, and the commissioners suggested there should be a stricter control of exports to semi-civilized countries. The report also proposed that the government should be fully informed of all new armament inventions offered to private manufacturers.

The commission was formed following disclosures before the Senate Munitions Committee in the United States involving British arms firms.

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

offices, restaurants, hotels, barber shops, bowling alleys, shoe-polishing establishments and other places of business and trade, the same minimum age is fixed, except that boys and girls 15 and over may receive special employment certificates when they are found incapable of profiting by further instruction.

The law will not affect the status of children employed before its enactment, nor will it prohibit the issuance of vacation work permits when school is not in session. Newsboys and bootblacks may continue their trade at the age of 12 if they have street trades badges.

POUR DELIT A LA LOI DU SALAIRE MINIMUM

Le juge en chef Gustave Perrault a de nouveau sévi, cette semaine, à la demande de M. Pellerin, avocat de la Commission des salaires minimums des femmes, contre les patrons qui ne paient pas à leurs employées les salaires fixés par cette commission. Il a condamné à \$100 d'amende et aux frais dans chaque cause les trois firmes suivantes: The Lonn Overall and Pants Manufacturing Company, 2010, rue Saint-Laurent, la succession de A.-I. Miller, manufacturiers de robes, 486, rue Sainte-Catherine ouest, et la Segal Shirt Company Limited, 2116, rue Saint-Laurent. Ces trois firmes avaient, en septembre et octobre, payé à leurs ouvrières des salaires inférieurs à ceux fixés par la Commission dont M. Gustave Francq est le président.

Téléphone: CRescent 2149

Maison Canadienne-Française

Unionistes — ATTENTION — Union Men



Réparations et pressage de tous genres

2461 Des Carrières

MONTREAL

Oeuvre de bienfaisance

Fraternité des Chauffeurs et Ingénieurs de locomotives.

Cette grande fraternité a eu des débuts fort modestes et pénibles. Fondée en 1873, elle n'était à cette époque qu'une association de secours mutuels. Elle prit naissance à Port Jervis, N.-Y., à la suite d'une série d'accidents de chemins de fer qui avait semé la mort parmi les chauffeurs de locomotives de cet endroit et autres termini ferroviaires. Le hasard de cette profession, il y a cinquante ans, était une menace constante à l'existence de ces pionniers du transport ferroviaire.

Le 1er décembre 1873, à la suite d'un accident tragique à Port Jervis, N.-Y., onze chauffeurs du chemin de fer "Erie" se réunissaient et convenaient de fonder une association de secours mutuels pour venir en aide à la mère de trois enfants qui venait de perdre son mari dans un tamponnement entre deux convois. Ces pionniers de la première heure formaient les piliers de cette grande union ouvrière qui devait, soixante-trois ans plus tard, être une des plus grandes unités ouvrières sur le continent américain et le porte-étendard des chauffeurs de locomotives sur tous les chemins de fer de cette étendue de territoire. C'est encore cette même association modeste qui devait, en 1936, compter 75,000 membres et un actif financier dépassant \$25,000,000 en bons placements pour protéger ses membres.

Il serait trop long de vouloir énumérer les diverses phases par lesquelles a passé cette organisation au cours de plus d'un demi-siècle, toutefois, il semble opportun de dire un mot des progrès accomplis dans notre province de Québec.

Il y a douze locaux situés dans la province de Québec. La fondation du premier date du 23 janvier, 1881, avec quatorze membres fondateurs et le dernier, avec 25 membres, a été fondé le 9 août, 1919. Depuis un quart de siècle, les chauffeurs de locomotives dans notre province ont bénéficié d'un salaire égal à tout autre sur le continent et des conditions d'ouvrage également comparables à celles obtenues ailleurs sur les différents chemins de fer de l'Amérique du Nord. En plus, quoique le nombre des membres chez-nous n'ait jamais dépassé le chiffre de 1500 et, depuis vingt-cinq ans, le métier organisé presque cent pour cent, les bénéfices accordés à nos

membres à la fin d'août 1936, représente la somme énorme de \$555,341.70 en secours de toute sorte.

Pour se rendre compte de la valeur de notre affiliation à cette grande Fraternité de la Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, nous n'avons qu'à examiner le record du plus ancien local No 15, situé dans la cité de Montréal et fondé par 14 membres en 1881, ainsi que celui de plus récent fondé en 1919 par 25 membres de la vieille Capitale de Québec, et nous aurons un aperçu de l'oeuvre de bienfaisance de cette organisation. Pour le premier on y aperçoit la réception de \$83,276.76 en bénéfices, tandis que le second en fait voir pour un montant de \$9,078.00. Les membres et leurs familles qui ont reçu le plus haut montant en secours divers est le local 119, fondé en 1882 par 8 membres. Le 1er septembre de cette année ils avaient reçu la jolie somme de \$188,235.10.

Pour ajouter à l'oeuvre de bienfaisance ci-dessus, notre Fraternité s'est aussi rendue utile dans le domaine de l'économie du pays. Après avoir déboursé plus de \$40,000,000 en bénéfices d'assurance à l'exclusion de tout autre secours également bienfaisant depuis sa fondation, notre Fraternité a mis à la disposition des gouvernements la presque totalité des quelques \$25,000,000 en caisse qu'elle possède. C'est un bilan qui mérite l'admiration de toute une population, et je suis persuadé que le peuple de notre province saura en apprécier l'oeuvre à sa juste valeur, car on y a placé \$4,596,625.00 sur les débetures de nos gouvernements canadiens, dont \$440,000 dans le Québec.

Avec remerciements par anticipation, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

Chas. MASSE,

Vice-président pour Québec.

Demande d'enquête.

Les cordonniers protestent contre le système d'efficacité adopté par certains manufacturiers de chaussures. Le gouvernement fédéral sera prié d'instituer une enquête royale, dans l'industrie de la chaussure de cette province.

Pour vos impressions

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

Mercantile Printing

11, rue Saint-Paul Ouest

MONTREAL

Then and Now

The Cardinal Principle of an Advanced System of Social and Political Ethics.

By BERNARD ROSE.

It would, no doubt, very much surprise the organized wage earner of today to be told that, little more than a century ago, to form organizations for the improvement of one's economic existence was fraught with very serious consequences and likely to bring with it dire punishment. His indignation, upon learning this, would no doubt reach a very tense degree if he was further told that three years before the reign of Queen Victoria, six laborers of Tolpuddle in Dorset, who became known as "The Tolpuddle Martyrs," were sentenced to seven years of exile because they declared they did not intend continuing to work for the sum of 7s. a week (one dollar and seventy-five cents). Their appeals to the local bench and parson were of no avail. Justice and religion as represented by the bench of magistrates and a Minister of Christ's gospel concurred in saying that they had to be content. They pointed out that it was impossible for them to live on such small means. Alas, all to no purpose.

Determined to oppose the injustice under which they laborer and remedy their grievances, they organized. It was not to violate the law. They had no intention to injure their employers or hurt the community. Their one thought was to secure, through combination, an increase in their pitifully inadequate wage, so that they could purchase for themselves and their families the bare necessities of life. That their condition was desperate, is evidenced by one's understanding of the mentality of the farm laborer as he was in those days, accustomed to regard himself as an inferior; as one whose lot in life was to be a hewer of wood and drawer of water. It was only when the conditions under which he lived and laborer were unbearable, that he was forced to make his plight known to the local community by means of agitation and organization. Those who should have been the first to assist him and give him sympathy, treated him with contempt. They made no effort to lend their aid to secure the slightest concession asked for in the interests of health and well being, hygiene.

The substantial citizen, whether he sat on the bench as Justice of the peace, or happened to occupy another important position, felt there was no justification for the laborer taking exception to his lot. He must be content with the treatment which he got from his master. It was so ordained, and the laborer had no right to complain. Yet, there were those who spoke of justice, sympathy, and Christianity. They prayed to an all forgiving and kind Deity. They regarded themselves as respectable, law-abiding and benevolent members of the community. To them, the condition of the laborer was a matter that was no concern of theirs, and if he became articulately desperate because of conditions, he must be taught a lesson by his masters, who were, at the time, in control of the Government and its machinery.

The heroic pioneers were arrested under an ancient statute which made their attempt to organize a mutiny. Although the Prime Minister, at the time, said that what they did was quite legal, they were nevertheless indicted, tried and convicted. The dispenser of justice, who apparently shared the prevailing opinion concerning the inferiority and place of the laborer told the accused that it was not for anything they had done, or intended doing, that he found them guilty, but as an example to others. The Judge, in the sacred name of Justice, and presumably to protect society, against men of this type, passed upon them the brutal sentence of seven years transportation beyond the seas. He evidently felt that he did his duty and, no doubt, after condemning these men to spend seven years of their humble lives away from home, country, and family, with all decorum and dignity, adjourned to the nearest inn to partake of a goodly luncheon or dinner.

Can we blame the trade unionists of those days, for regarding judges as the representatives of a society and class that did all it could to keep the oppressed workers in their place? This state of affairs even yet prevails, particularly in certain states of the American Union where judges, on the slightest provocation and by means of the equity jurisdiction they exercise, issue blanket injunctions. The condemned laborers were conveyed in chains to a convict ship. They were herded with malefactors of the worst type. They were treated as base criminals, because they had tried, in order to get a little higher wage to form a combination. The case, at the time, aroused considerable indignation and demonstrated to the craftsmen in the cities, that they would have to fight with all their strength both along trade union and political lines, to secure that recognition and right to combine, absolutely essential to their individual and collective welfare.

So strong did public opinion become, that the Government, even though it was elected by a very small fraction of the total population, was compelled to order the return of five of the six martyrs.

No newspaper today, no matter how strongly it championed the interests of employers and combinations of capital, would dare to express the sentiments which the famous "Times" did, when the men were tried and convicted. It urged upon the Government of the day, to "Put down like the pestilence" combinations of workmen. The "Times," which spoke for the owning classes, no doubt very materially influenced both the judge who tried these men and the Government which could have prevented their deportation to the Antipodes.

If the "Times" in the year 1936 was to utter similar sentiments, it would be quickly taken to task not only on the floor of the House of Commons, but by its contemporaries, in every city throughout the United Kingdom. Nor would the trade unions be backward in their criticism and denunciation. So little provision was made by governmental and private agencies to care for the destitute, that in the summer of 1830, four laborers were found under a hedge dead of starvation. When the incident was brought to the attention of the members of the House of Lords, a noble peer in reply said, that it was by no means an unusual thing. What matters, after all, the lives of four poor laborers to whom life from its very beginning was a ghastly mockery, and a reflection upon the humanity of their fellow citizens, and the Government that administered the country's affairs! Thousands of laborers were entirely dependent upon what they got from the parish, even though they worked many hours a day. There were cases where the overseer of the poor put men up to auction among the employers. In those days there were statesmen and able politicians who no doubt very eloquently dilated upon the greatness and glory of Britain and the Empire. Sad to relate, their eloquence was confined to discussing matters that had no relation to the plight of the destitute poor. Children were sent in waggon loads to factory districts, to be exploited by heartless manufacturers and their very bodies coined into wealth for the profit of those who thought they could use the labor even of little children. If finally the men and women who were so treated started an insurrection,

can we really blame them? They felt that anything was better than the life they lived.

By degrees, the workers, industrial and agricultural, in Great Britain, developed an organized strength and ability that today enables them to influence control of the machinery of the Government and by its aid, deal speedily and practically with the conditions that affect the workers and their families.

It is only when one learns of the suffering undergone by former generations of laborers and wage earners, that we realize and appreciate the necessity for organized effort if destitution is to be eliminated, poverty abolished, and the worker given that economic security throughout the whole of his life, and which he has a right to demand, because he is a producing unit, that contributes to the wealth of the community and the State. There is still too much suffering and destitution abroad! There are still too many men and women who know not where tomorrow or next week's food can be had! There are still thousands who, through no fault of their own, are denied and deprived of employment! Concurrently with the introduction of machinery, which has increased production, has come the problem of finding employment for those who, because of the machine, find they are no longer needed.

Society must recognize its responsibilities and the State do its duty. It devolves primarily upon the worker and his leaders to effect that co-operation without which no proper and needed reform can be brought about. Wage earners are now so numerous and concentrated, in urban centres, and possess such political strength, that it should not be a very difficult task for them to combine and deploy their forces, so that governments and parliaments, statesmen, and legislators, industrial executives, and leaders, will meet their wishes, by complying with their demand that every able bodied citizen be given the employment for which he is adapted, by virtue of his training, skill and physique.

It should become the cardinal and basic principle of an advanced system of social and political ethics that no more insulting reflection could be levelled at a government and state, than to charge it with failing to adequately safeguard the economic interests of the wage earning citizen seeking an opportunity to labor, in order to sustain himself and fulfill the duties and obligations which flow from membership in a democratic, civilized state.

PROTESTING NO HOLIDAY CHRISTMAS

If Christmas is a holiday for everybody, then, what Montreal letter carriers want to know is, why is it not a holiday for them?

It is all very well to have the good old Christmas spirit, stated some postmen, and help Santa Claus along, but Christmas spirit, or no Christmas spirit, the postmen have a right to enjoy Christmas day as well as anyone else, they claim.

The reason for this anti-Christmas spirit is the recent edict that henceforth postmen will have to work every day of the year except Sundays. According to Victor Gaudet, postmaster here, he has not been officially notified of the new rule, and therefore is not certain of its ramifications.

The postmen, however, feel that the order is clear enough and they are organizing to combat the law unless provisions are made for overtime pay on holidays, another question that has not been made at all plain.

Letter carriers here have united with fellow members of the Dominion Letter Carrier's Association who are not trying to arrange an interview with Postmaster-General Elliott to discuss the matter.

Under the transportation law of Germany the method of arriving at a fair tax was adjudged to be best based on the income of each truck on each line, as the most equitable procedure.

INCREASE IN WAGES

The United Automobile Workers has won wages increases of from 5 1-2 to 10 per cent for 800 workers in the Murray-Ohio plant, following negotiation between the management and Local 65.

Charter for a national union was granted the American Federation of State, County and Municipal Employees last month by the Executive Council of the American Federation of Labor. The union was formerly an affiliate of the American Federation of Government Employees.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Ruth Jessica Kimpton Shiells, Montreal, Quebec, wife of Alexander James Shiells, of the said City, will apply to the Parliament of Canada, at the next Session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, Alexander James Shiells, Salesman, of Montreal aforesaid, on the grounds of adultery.

Montreal, November 20th, 1936.
Gordon M. Webster,
Solicitor for Petitioner.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

NOTICE is hereby given that CLARA EMILY TAYLOR, of the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec, housewife, wife of Ebenezer William Elkin, hotel keeper, of the City and District of Montreal, at present residing in St. Scholastique, District of Terrebonne, Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada, at the next session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, the said EBENEZER WILLIAM ELKIN, on the grounds of adultery and desertion.

DATED at Montreal, in the Province of Quebec, this twenty-third day of October, A.D. nineteen hundred and thirty-six.
JOSEPH K. MERGLER,
Attorney for Applicant.
Room 705, Tramways Building, Montreal.

DEMANDEZ


LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER



MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

150 ANS

Brewed in Montreal

since

150 YEARS

What We Saw in Scandinavia

By GRACE MACINNIS.

We went to Europe last summer partly in search of new sights and new faces, partly also in search of new ideas. We hoped to visit chiefly the Scandinavian countries, the U.S.S.R., and Great Britain. We thought that a comparison of the ideals and methods of Scandinavia and Soviet Russia would be of value. For some unknown reason we were refused admission to the U.S.S.R. and consequently were unable to gain any first-hand information about it. Information a-plenty was to be had in Scandinavia. This is a welcome opportunity of sharing some of our findings.

Europe today seems to be composed of savage, jungle animals, snarling and growling jealously, each giving every indication of being about to spring on his neighbor, each in a constant state of alarm for his own safety. There are spots, even in Europe, where evolution would seem to be getting beyond the jungle stage, where there are rational beings making ordered progress toward civilization. We found such to be the case in Norway, Sweden, Denmark and, perhaps to a lesser extent, in Finland.

Just as soon as you enter any one of these countries you are aware of a change in outlook. Not one of them is interested in acquiring an empire outside its own borders. The attention of their governments and peoples seems to be concentrated inward on their own territory. Yet there is no sense of isolation. A few weeks ago these four countries, together with Iceland, met to celebrate a Day of the North. Some 17,000,000 people, through their representatives, commemorated long years of peaceful association and looked forward to a harmonious future. In our brief experience we found the Scandinavian people well-informed about other countries. Perhaps they are particularly interested in the affairs of the United States and Canada. In war-hysterical Europe, Scandinavia is decidedly a factor for peace.

Why this attitude so strangely different from that of most European countries? Scandinavia once had dreams of empire-building, too. Why did she abandon those dreams?

We were told that during the last hundred years or so a change has come over the Scandinavian conception of national well-being. At one time these countries shared the general belief that a nation's greatness comes from conquering other nations. Now they are realizing that the true worth of a nation is to be measured by the well-being of its own people. And so the activities of the Scandinavian peoples have become concerned with making the resources of their respective countries more and more accessible to their own citizens. We heard no glorification of "Norway" or "Denmark" as such. We heard a great deal about what is being done by and for the Norwegian and the Danish people. "Denmark for Folket" — "Denmark for the People," sang the crowd in a Copenhagen hall. We knew something of what the words meant to them for we had seen parts of a Denmark which is gradually being made the property of the Danish masses.

How has this change in attitude been brought about during the past century? Many movements, many individuals have contributed to it. No one formula or cure-all or "ism" has been responsible. Some factors have played a greater part than others. Perhaps we might mention the four which appear outstanding in their contribution:

First the widespread Adult Education movement which served to awaken the peoples' confidence in themselves, while giving them the necessary knowledge and training. Second, a strong Trades Union movement which has built up and maintained rising standards of living for the workers both urban and rural. Third, the spreading network of the Cooperative movement, preventing the growth of private monopoly and increasing the peoples' control over their needs of life. And last, the powerful Social Democratic movement, which, in the political field, has been able to consolidate in legislation the gains won by education, trades unionism and cooperation.

Perhaps at some future time we may examine in detail the work of these movements which, in our opinion, are slowly but surely bringing a new social order to Scandinavia.

UNION LABEL REPORTS

GREAT PROGRESS

The Union Label Trades Department of the American Federation of Labor in an extensive report stated that it has had the most successful year in its history. I. M. Ornburn, Secretary-Treasurer, outlined the work of the Department at its convention in Tampa, Fla. He outlined the progress of the national campaign for the Union Label, Shop Card and Button and summarized several new activities for publicizing them.

"The importance of this educational campaign carried on by our Department cannot be overestimated," the report stated. "It has increased all purchases; it has encouraged the demand for Union-made goods and Union services; it has stimulated merchants to put in stocks of goods that bear the Union Label; it has emphasized the fact that the buying of Union Label goods, which are American made, means greater purchasing power for the workers of the United States and Canada; it has brought to the members of Labor Unions the full benefits of their membership; and we have proven that collective buying is as important a factor as collective bargaining in bettering labor conditions and employment; shortening ours; and increasing the amount of money in pay envelopes."

Among the new activities are radio broadcasts over national networks and local stations. Union Label exhibits, "Union Label Weeks" and Women's Auxiliary house-to-house campaigns. There has been a steady growth of Union Label Leagues and Union Label committees of central labor bodies.

The report concludes with the following statement, "The real significance of the drive made by the Union Label Trades Department of Union Label goods and Union services is that it has been


a great factor in the economic recovery which has come to our Nation. Together with the demand for Union-made goods and Union services, there has been an increased demand for American-made products. In many communities, members of Labor Unions, their friends, and the farmer will not buy any articles that are manufactured in a foreign land or in domestic sweatshops because they do not bear the Union Label. A million farmers are now demanding Union-made merchandise. The public generally has also learned the great value and the true purpose of Labor Unions. Many consumers have come to realize that only through the buying of Union-made goods and the patronizing of Union services can we put the idle to work and thus reduce the taxation for relief."

DICTATORSHIP OVER A.F.L. DENOUNCED BY HOWARD

Dictatorship by means of suspending opponents, was trounced by Pres. Charles P. Howard of the International Typographical Union, in a wire to Wm. Green predding over the American Federation of Labor convention in Tampa. Howard protested against Green's challenging the C. I. O. unions "to come back to their seats and fight in man fashion", after the A. F. of L. executive council had barred them from the convention and sent them no credentials.


"You failed to say delegates representing more than 1,000,000 members are not in their seats because of an illegal action by your executive committee," Howard wired.

"The action of your executive council in suspending delegates, and thereby, excluding the mfrom the convention, savors of dictatorship to retain control. Retaining control by suspending your opposition is not generally accepted as democratic policy."



WE DO OUR PART

Members of the Boot & Shoe Workers' Union for 40 Years and to-day
Canada's ONLY Men's Shoe Manufacturer belonging to the UNION.



THE SLATER SHOE COMPANY

MONTREAL CANADA

Insist Upon the UNION STAMP!

Safety Regulations for Seamen

As the 1936 season of navigation draws to an end the Canadian seamen look back at the series of marine tragedies that have taken place, and are beginning to ask why the Government and the people of Canada are not more concerned over the safety regulations aboard these vessels. But since the coming of this Union the seamen are beginning to realize that for the first time they have a weapon which will prove 100% effective in making the ship owners realize that the seamen refuse to put up with these intolerable conditions any longer.

The Canadian Seamen's Union came into existence in May, 1936, and to date has a membership of 1,500 with headquarters at 685 Common Street, Montreal, and its first local in Toronto, Ont. The Union intends to open six more locals within the next three months, and are carrying on an active campaign to put an end to the ever increasing death list of our seamen. We find the proper authorities show a total lack of regard for enforcing the laws which were passed in our new Canada Shipping Act.

As we notice in the case of pimsolle marks or load lines as it is sometimes called. We find the Government stated that in order that the steamboat owners should not lose any business or incur any expense, that they would be allowed three years in which to place these marks on their vessels. But the arguments to the effect that the owners will lose profits holds no significance for the C. S. U. which demands irrespective of profits or not that these marks be placed on all vessels before the closing of navigation, 1936.

We further demand that the Canada Shipping Act be altered to include canal size vessels in the clause, making it compulsory for them to carry wireless. As we the C. S. U. know that a canal size vessel which plies its trade between the Gulf of St. Lawrence and the head of the Great Lakes is more in need of this safety measure than any other type of vessels.

We are also demanding that every person aboard these vessels should carry a life-boat-ticket which will force the owners to hold life-boat-drill which at present is unknown to 90% of our seamen, as I myself have sailed on these vessels since 1922 and have taken part in life-boat-drill only once. And then we wonder why these tragedies happen.

HITLER STIRS EUROPE

Hitler threw another war brand into Europe's powder keg recently with the announcement that he was raising the term of compulsory military service in Germany from one to two years.

The decree had the effect of raising Germany's army from an estimated 600,000 to 800,000, which was the strength of the standing army with which Germany went into the World War. In addition to the regular army Hitler also has several hundred thousand trained Nazis ready for war.

France replied to Hitler's announcement by voting a big war budget providing for rapid mechanization of French military forces. Poland followed suit by setting up compulsory labor service for youths under 21. This will extend military training to all young men who are not yet in the conscripted army.

JOB LAWS IN COURT

Unemployment insurance laws were under judicial scrutiny in six states recently, according to the American Association of Social Security.

States in which the laws were being questioned included Alabama, California, Massachusetts, Mississippi, Oregon and New York.

The suits of the first five states were pending before state courts whereas the New York law was to be reviewed by the United States Supreme Court on appeals from the favorable decision of the state's highest judicial body, the Court of Appeals.

FRENCH CURRENCY DEVALUED

France followed the lead of Great Britain and the United States recently by devaluing its currency.

Acting in cooperation with the other two democracies the French government cut the gold value of the franc to approximately two-thirds of its previous worth. An agreement between the three countries assured equilibrium of the franc, the dollar and the pound so that trade relations would not be disrupted.

Italy was forced into line later, cutting the lira's value 41 per cent. This was expected to have serious consequences on the cost of living in that country.

France later took steps to loosen up international trade by cutting tariffs 15 percent to 20 percent and suppressing more than 100 import quotas. The government expressed hope that other countries would follow suit.

FASCISTS EXPEL NEWSMAN

Because he reported evidence of anti-fascist movements in Italy, Henry T. Gorrell, staff correspondent of the United Press, was expelled by the Italian government last month.

The government did not deny that the reports were correct.

Gorrell is the second American newspaper man to be expelled from Italy recently. David Darrah, correspondent of the Chicago Tribune, was expelled last year because he revealed that troops were mutinying against going to Africa to take part in the Ethiopian invasion.

The Labor World

If you are not already a regular subscriber to *The Labor World*, clip this coupon now, sign your name and address, pin a one dollar bill, and mail to *The Labor World*, 11 St. Paul Street West, Montreal, and get this bright and interesting sheet for a full year.

Please send me *The Labor World* for one year.

NAME

ADDRESS

Traymore Restaurants and Catering Ltd.

Owning and operating in Montreal
A CHAIN OF RESTAURANTS
 Famous for Quality Cuisine and Service
AT POPULAR PRICES

We Cordially invite you to sample Traymore Hospitality
 Your appetite can indulge its individual whims
 from the constantly varied menus at all of the

TRAYMORE RESTAURANTS

Note carefully the Locations of our Montreal Restaurants

TRAYMORE "ROUND ROOM" RESTAURANT	Cor. Peel & St. Catherine Drummond Bldg.
TRAYMORE RESTAURANT No. 2	Cor. Bleury & St. Catherine
COMMODORE RESTAURANT	1430 St. Catherine St. W.
HARMONY RESTAURANT	Dominion Sq. Building, Cor. Peel & St. Catherine
SALANN RESTAURANT	Dominion Sq. Building, Cor. Peel & St. Catherine

KRAUSMANN'S LORRAINE GRILL
 Luncheon - Dinner - Supper
 Floor Show - Dancing - No Cover Charge
 1197 Phillips Sq.
 Just a step from Eaton's or Morgan's

HEAD OFFICE:
 Dominion Sq. Building

KRAUSMANN'S LORRAINE TAVERN
 Smartest Tavern in Montreal
 Luncheon a Specialty
 1197 Phillips Sq.

Catering a Specialty
 MA. 6695

Communisme et anti-communisme

Québec, 26 novembre 1936.

Monsieur le Rédacteur,

Me permettez-vous l'usage de vos colonnes en rapport à cette guerre que l'on entreprend contre le communisme de par le monde actuellement, et tout spécialement dans notre province? D'abord, est-on certain que les moyens employés pour combattre le communisme, en lui faisant la guerre, sont les meilleurs? Il peut se faire que certaines personnes soient de bonne foi dans leur lutte, mais ce que je ne peux pas comprendre, c'est que parmi ceux qui se réclament des Encycliques des Papes, il y en a un grand nombre qui ne les mettent pas en pratique eux-mêmes, car, aussi bien dans *Quadragesimo Anno* que dans *Rerum Novarum*, il est dit que l'ouvrier doit recevoir pour son travail un salaire qui puisse lui permettre de vivre et de faire vivre sa famille convenablement.

Comme il y a un proverbe qui dit que nous devons d'abord mettre de l'ordre chez nous avant de faire des remarques sur les autres, commençons par voir si nous suivons les enseignements des Papes en donnant justice à nos ouvriers sur la question des salaires. Alors que devons-nous comprendre par salaire raisonnable? Est-ce que ce salaire doit simplement permettre à l'ouvrier d'acheter un peu de pain et de beurre à sa famille ou doit-il lui permettre l'achat d'une nourriture substantielle qui puisse élever le moral et donner de la vigueur à ses enfants. Mais, plutôt que de suivre les enseignements des Papes, l'on s'applique simplement à y faire allusion dans des discours, et l'on continue à payer des salaires aussi bas que \$8, \$10, \$12 et \$15 par semaine de travail et ce dans notre bonne ville de Québec.

Est-il possible à un père de famille de nourrir, vêtir et loger sa famille convenablement, surtout avec nos familles nombreuses; et pour ce qui est de l'instruction, l'on semble préférer que nos enfants demeurent avec une instruction médiocre, car, sachant qu'il est impossible à l'ouvrier de maintenir ses enfants à la classe avec son salaire dérisoire, l'on s'obstine à ne pas vouloir de l'instruction gratuite et des livres de classe gratuits. Surtout, cette dernière proposition ne ferait pas l'affaire de certains auteurs, car un tel système exigerait l'uniformité des livres, et ils ne pourraient se faire des revenus aussi faciles, mais passons, car comme facteur dans la lutte contre le communisme cette question d'instruction n'est pas le principal, car on peut n'avoir pas une instruction complète tout en ayant assez d'intelligence pour comprendre, car cette intelligence nous vient de Dieu, et c'est pourquoi l'homme intelligent conserve sa foi en son Créateur, mais cet homme est aussi assez intelligent pour savoir que Dieu lui a dit: "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front" et c'est ce qu'il demande.

Notre régime social a établi un système monétaire, que le travailleur a droit à sa part sous forme de salaire, ce qui lui permettra de rencontrer ses obligations familiales, certains contrôleurs de la finance se sont scandalisés (et se scandalisent en-

core de voir les chefs d'organisations ouvrières régulières réclamer justice pour les travailleurs et ont essayé de détruire ces chefs ouvriers qui étaient coupables de revendiquer le droit des travailleurs, et ce afin de les mieux tenir dans l'esclavage; et comme la misère s'en suivit dans nombre de foyers d'ouvriers, certains se sont laissés aller à l'extrême, car comme la faim peut mener au crime, la misère de nos enfants et de nos épouses révolte un homme de cœur, et surtout dans notre province de Québec où l'ouvrier avait toujours été paisible; l'on s'est plu à le qualifier de communiste lorsqu'il élevait fortement la voix pour demander son pain de chaque jour, pour lui et sa famille, et dans la majorité des cas, ceux qui le qualifiaient de communiste étaient eux-mêmes responsables de ce qu'il faisait, et souvent ne savaient pas eux-mêmes ce qu'était un communiste, car je ne crois pas me tromper en disant que le vrai communiste n'existe qu'en très petit nombre dans notre province, mais ce que nous avons surtout, ce sont des ouvriers fatigués des misères qui leur sont infligées par certains capitalistes ou employeurs, et si on allait demander à ces supposés communistes s'ils croient en Dieu, je suis certain qu'ils nous répondraient: OUI; et si nous leur demandions: "Êtes-vous pour l'abolition complète du capitalisme ou son maintien avec un salaire raisonnable pour l'ouvrier, lui permettant de vivre convenablement?" là encore ils vous diraient: "Nous ne demandons pas la destruction des capitalistes, mais bien un salaire raisonnable qui nous permettra de donner un peu de confort à nos familles."

Si on le voulait, il n'y aurait pas de communistes ou de supporteurs du communisme et nous aurions cette paix qui nous fut promise par Dieu dans ces paroles: "Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté", malheureusement, l'on ne veut pas de cette paix et l'on prie Dieu pour lui demander cette paix que nous refusons aux autres en ne voulant pas user de notre bonne volonté, comme Il nous l'a enseigné, car est-ce que c'est en réduisant les salaires de \$30 par mois à \$15, que l'on peut espérer obtenir la paix et avoir mis en pratique les recommandations des Papes? Et pourtant la chose s'est vue tout dernièrement dans notre ville. Maintenant est-ce que les profits scandaleux dévoilés durant l'enquête sur les textiles, alors qu'il fut démontré que certaines compagnies ont fait d'un capital de \$138,000, de 1907 à 1925, un revenu de \$4,070,823, cependant que durant ce temps leurs ouvriers recevaient des salaires aussi bas que 15, 18 et 20 cents de l'heure? Ou encore, est-ce que l'offre d'une certaine compagnie de la ville de Grand'Mère, en 1934, de faire la paix avec ses ouvriers en leur offrant comme règlement un salaire de \$1.30 par jour, était un moyen d'enrayer le communisme?

Si, au lieu d'agir de la sorte, l'on suivait les conseils donnés par le Cardinal O'Connell, lorsqu'il adressait la parole aux délégués de la Fédération Américaine du Travail, porte-parole des Unions internationales, à sa convention de 1930 à Boston,

LE MONDE OUVRIER

The Labor World
 Rédigé en collaboration
 Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec
 The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
 Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique
BEN. DROLET
 Gérant de la circulation
 Circulation Manager

Tél. LAncaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis
 1590, RUE SAINT-DENIS, (Edifice du Théâtre St-Denis)
 Spécialités:
 Bouquets de Noces, Tributs Floraux
 Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
 Mme J. Z. PILON. Rés. HARbour 7901

PLATEAU 0762

AVENUE TAVERN

100% ORGANIZED
 Light and Dark Ales and Lagers
 Special Parlor for Ladies
 1445 Bleury Street, MONTREAL
 Opposite Imperial Theatre

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
 MONTREAL



DOMINION TEXTILE CO.
 LIMITED

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at LACHINE, P. Q.
 Branch Works:
 Amherst Ottawa Toronto
 Winnipeg Calgary Vancouver

avertissant ceux qui contrôlent l'industrie et les banques de s'arrêter et de songer que s'ils s'unissaient et coopéraient au grand mouvement qui se poursuit pour le bien de tous dans leur pays, ils éviteraient peut-être dans une certaine mesure la catastrophe qui les menaçait. Alors, comme nous sommes menacés par le même fléau dans notre pays, nous pourrions mettre en pratique les paroles du Cardinal O'Connell tout comme celles de notre Cardinal Ville-neuve, et, les ajoutant aux Encycliques des Papes, nous serions certains du succès. Mais, de guerre lasse, ne faisons pas que citer les Encycliques sans les mettre en pratique, comme la majorité des patrons, et aussi d'hommes publics le font? En ce faisant, l'on ne fait qu'aggraver la situation, et c'est à ce moment que les vrais communistes de notre pays ont l'avantage de grouper les travailleurs qui manquent de pain, et de nous laisser croire que leurs adeptes sont nombreux.

En conclusion, je dois dire que nous ne détruirons pas le communisme avec des bâtons de police ou encore en laissant certains groupes de jeunes gens usurper l'autorité en détruisant la propriété d'autrui; mais nous le détruirons en donnant des salaires aux travailleurs, et des salaires qui leur permettront de vivre convenablement et aussi de vêtir les membres de leur famille modestement quoique convenablement afin de leur permettre d'aller prier le Dieu tout-puissant sans avoir honte d'eux-mêmes.

JOSEPH MATIE.



Our Leading Amusement Places
 Dans nos Théâtres

PALACE

2nd WEEK
 Jean HARLOW, Wm. POWELL
 Myrna LOY, Spencer TRACY
"LIBELED LADY"
 Added Attraction
"SWORN ENEMY"

CAPITOL

The Glorious
 DIONNE QUINTUPLETS in
"REUNION"
 with JEAN HERSHOLT
 Added Attraction
 'Along Came Love'

PRINCESS THEATRE

Meet the Gayest Lady Who Ever Went to Town
'Theodora Goes Wild'
 with Irene DUNNE, Melvyn DOUGLAS
 Added Attraction
"YOU MAY BE NEXT"
 with ANN SOTHERN
 Daily 10-1, Sunday 1-2, 25¢

Faites vos achats de
 MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée
 974 ouest, rue Sainte-Catherine
 281 est, rue Sainte-Catherine
 375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE
 Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.
 LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE
 Buanderie: 1871, rue CARTIER
 Tél.: AMherst 8566
 Résidence: 3851, rue Dandurand
 Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
 MONTREAL
 J. ALDERIC RAYMOND
 Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by Northern Electric

Plant and General Offices
 MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED